

## MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 99 — 54

[S - C - 98/10076]

23 NOVEMBRE 1998. — Loi instaurant la cohabitation légale (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Modifications du Code civil en vue de l'instauration de la cohabitation légale*

**Art. 2.** Dans le livre III du Code civil, sous un titre *Vbis* intitulé « De la cohabitation légale », sont insérés les articles 1475 à 1479, libellés comme suit :

« Art. 1475. § 1<sup>er</sup>. Par « cohabitation légale », il y a lieu d'entendre la situation de vie commune de deux personnes ayant fait une déclaration au sens de l'article 1476.

§ 2. Pour pouvoir faire une déclaration de cohabitation légale, les deux parties doivent satisfaire aux conditions suivantes :

- 1° ne pas être liées par un mariage ou par une autre cohabitation légale;
- 2° être capables de contracter conformément aux articles 1123 et 1124.

Art. 1476. § 1<sup>er</sup>. Une déclaration de cohabitation légale est faite au moyen d'un écrit remis contre récépissé à l'officier de l'état civil du domicile commun.

Cet écrit contient les informations suivantes :

- 1° la date de la déclaration;
- 2° les noms, prénoms, lieu et date de naissance et signatures des deux parties;
- 3° le domicile commun;
- 4° la mention de la volonté des parties de cohabiter légalement;
- 5° la mention de ce que les deux parties ont pris connaissance préalablement du contenu des articles 1475 à 1479;
- 6° le cas échéant, la mention de la convention visée à l'article 1478, conclue entre les parties.

L'officier de l'état civil vérifie si les deux parties satisfont aux conditions légales régissant la cohabitation légale et acte, dans l'affirmative, la déclaration dans le registre de la population.

§ 2. La cohabitation légale prend fin lorsqu'une des parties se marie, décède ou lorsqu'il y est mis fin conformément au présent paragraphe.

Il peut être mis fin à la cohabitation légale, soit de commun accord par les cohabitants, soit unilatéralement par l'un des cohabitants au moyen d'une déclaration écrite qui est remise contre récépissé à l'officier de l'état civil conformément aux dispositions de l'alinéa suivant. Cet écrit contient les informations suivantes :

- 1° la date de la déclaration;
- 2° les noms, prénoms, lieux et dates de naissance des deux parties et les signatures des deux parties ou de la partie qui fait la déclaration;
- 3° le domicile des deux parties;
- 4° la mention de la volonté de mettre fin à la cohabitation légale.

## MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 99 — 54

[S - C - 98/10076]

23 NOVEMBER 1998. — Wet tot invoering van de wettelijke samenwoning (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen van het Burgerlijk Wetboek met het oog op het invoeren van de wettelijke samenwoning*

**Art. 2.** In boek III van het Burgerlijk Wetboek worden, onder een titel *Vbis*, met als opschrift « Wettelijke samenwoning », de artikelen 1475 tot 1479 ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1475. § 1. Onder « wettelijke samenwoning » wordt verstaan de toestand van samenleven van twee personen die een verklaring hebben afgelegd overeenkomstig artikel 1476.

§ 2. Om een verklaring van wettelijke samenwoning te kunnen afleggen, moeten beide partijen voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° niet verbonden zijn door een huwelijk of door een andere wettelijke samenwoning;
- 2° bekwaam zijn om contracten aan te gaan overeenkomstig de artikelen 1123 en 1124.

Art. 1476. § 1. Een verklaring van wettelijke samenwoning wordt afgelegd door middel van een geschrift dat tegen ontvangstbewijs wordt overhandigd aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeenschappelijke woonplaats.

Dat geschrift bevat de volgende gegevens :

- 1° de datum van de verklaring;
- 2° de naam, de voornamen, de plaats en de datum van geboorte en de handtekening van beide partijen;
- 3° de gemeenschappelijke woonplaats;
- 4° de vermelding van de wil van beide partijen om wettelijk samen te wonen;
- 5° de vermelding dat beide partijen vooraf kennis hebben genomen van de inhoud van de artikelen 1475 tot 1479;
- 6° in voorkomend geval, de vermelding van de overeenkomst die is bedoeld in artikel 1478, die de partijen hebben gesloten.

De ambtenaar van de burgerlijke stand gaat na of beide partijen voldoen aan de wettelijke voorwaarden inzake de wettelijke samenwoning en maakt in voorkomend geval melding van de verklaring in het bevolkingsregister.

§ 2. De wettelijke samenwoning houdt op wanneer een van de partijen in het huwelijk treedt of overlijdt, of wanneer er een einde aan wordt gemaakt overeenkomstig het bepaalde in deze paragraaf.

De wettelijke samenwoning kan worden beëindigd hetzij in onderlinge overeenstemming door de samenwonenden, hetzij eenzijdig door een van de samenwonenden door middel van een schriftelijke verklaring die tegen ontvangstbewijs wordt overhandigd aan de ambtenaar van de burgerlijke stand, zoals bepaald in het volgende lid. Dit geschrift bevat de volgende gegevens :

- 1° de datum van de verklaring;
- 2° de naam, de voornamen, de plaats en de datum van geboorte van beide partijen en de handtekening van beide partijen of van de partij die de verklaring aflegt;
- 3° de woonplaats van beide partijen;
- 4° de vermelding van de wil de wettelijke samenwoning te beëindigen.

La déclaration de cessation par consentement mutuel est remise à l'officier de l'état civil de la commune du domicile des deux parties ou, dans le cas où les parties ne sont pas domiciliées dans la même commune, à l'officier de l'état civil de la commune du domicile de l'une d'elles. Dans ce cas, l'officier de l'état civil notifie la cessation, dans les huit jours et par lettre recommandée, à l'officier de l'état civil de la commune du domicile de l'autre partie.

La déclaration unilatérale de cessation est remise à l'officier de l'état civil de la commune du domicile des deux parties ou, lorsque les parties ne sont pas domiciliées dans la même commune, à l'officier de l'état civil de la commune du domicile de la partie qui fait la déclaration. L'officier de l'état civil signifie la cessation à l'autre partie dans les huit jours et par exploit d'huissier de justice et, le cas échéant, il la notifie, dans le même délai et par lettre recommandée, à l'officier de l'état civil de la commune du domicile de l'autre partie.

En tout état de cause, les frais de la signification et de la notification doivent être payés préalablement par ceux qui font la déclaration.

L'officier de l'état civil acte la cessation de la cohabitation légale dans le registre de la population.

Art. 1477. § 1<sup>er</sup>. Les dispositions du présent article qui règlent les droits, obligations et pouvoirs des cohabitants légaux sont applicables par le seul fait de la cohabitation légale.

§ 2. Les articles 215, 220, § 1<sup>er</sup>, et 224, § 1<sup>er</sup>, 1, s'appliquent par analogie à la cohabitation légale.

§ 3. Les cohabitants légaux contribuent aux charges de la vie commune en proportion de leurs facultés.

§ 4. Toute dette contractée par l'un des cohabitants légaux pour les besoins de la vie commune et des enfants qu'ils éduquent oblige solidairement l'autre cohabitant. Toutefois, celui-ci n'est pas tenu des dettes excessives eu égard aux ressources des cohabitants.

Art. 1478. Chacun des cohabitants légaux conserve les biens dont il peut prouver qu'ils lui appartiennent, les revenus que procurent ces biens et les revenus du travail.

Les biens dont aucun des cohabitants légaux ne peut prouver qu'ils lui appartiennent et les revenus que ceux-ci procurent sont réputés être en indivision.

Si le cohabitant légal survivant est un héritier du cohabitant prémourant, l'indivision visée à l'alinéa précédent sera tenue, à l'égard des héritiers réservataires du prémourant, comme une libéralité, sauf preuve du contraire.

En outre, les cohabitants règlent les modalités de leur cohabitation légale par convention comme ils le jugent à propos, pour autant que celle-ci ne contienne aucune clause contraire à l'article 1477, à l'ordre public, aux bonnes mœurs, ou aux règles relatives à l'autorité parentale, à la tutelle et aux règles déterminant l'ordre légal de la succession. Cette convention est passée en la forme authentique devant notaire, et fait l'objet d'une mention au registre de la population.

Art. 1479. Si l'entente entre les cohabitants légaux est sérieusement perturbée, le juge de paix ordonne, à la demande d'une des parties, les mesures urgentes et provisoires relatives à l'occupation de la résidence commune, à la personne et aux biens des cohabitants et des enfants, et aux obligations légales et contractuelles des deux cohabitants.

Le juge de paix fixe la durée de validité des mesures qu'il ordonne. En toute hypothèse, ces mesures cessent de produire leurs effets au jour de la cessation de la cohabitation légale, telle que prévue à l'article 1476, § 2, alinéa 6.

Après la cessation de la cohabitation légale, et pour autant que la demande ait été introduite dans les trois mois de cette cessation, le juge de paix ordonne les mesures urgentes et provisoires justifiées par cette cessation. Il fixe la durée de validité des mesures qu'il ordonne. Cette durée de validité ne peut excéder un an.

Le juge de paix ordonne ces mesures conformément aux dispositions des articles 1253<sup>ter</sup> à 1253<sup>octies</sup> du Code judiciaire. »

Art. 3. L'article 911 du Code civil est complété par les mots « ou la personne avec laquelle celle-ci cohabite légalement ».

De verklaring van de beëindiging in onderlinge overeenstemming wordt overhandigd aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van de woonplaats van beide partijen of, indien de partijen geen woonplaats hebben in dezelfde gemeente, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van de woonplaats van één van hen. In dat geval geeft de ambtenaar van de burgerlijke stand kennis van de beëindiging binnen acht dagen bij aangetekende brief aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van de woonplaats van de andere partij.

De eenzijdige verklaring van de beëindiging wordt overhandigd aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van de woonplaats van beide partijen of, indien de partijen geen woonplaats hebben in dezelfde gemeente, aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de woonplaats van de partij die de verklaring aflegt. De ambtenaar van de burgerlijke stand betekent binnen acht dagen de beëindiging bij gerechtsdeurwaardersexploot aan de andere partij en in voorkomend geval geeft hij er kennis van bij aangetekende brief binnen dezelfde termijn aan de ambtenaar van de burgerlijke stand van de gemeente van de woonplaats van de andere partij.

In elk geval moeten de kosten van de betekening en de kennisgeving vooraf worden betaald door hen die de verklaring afleggen.

De ambtenaar van de burgerlijke stand maakt melding van de beëindiging van de wettelijke samenwoning in het bevolkingsregister.

Art. 1477. § 1. De bepalingen van dit artikel die de rechten, verplichtingen en bevoegdheden van de wettelijk samenwonenden regelen, zijn van toepassing door het enkele feit van de wettelijke samenwoning.

§ 2. De artikelen 215, 220, § 1, en 224, § 1, 1, zijn van overeenkomstige toepassing op de wettelijke samenwoning.

§ 3. De wettelijk samenwonenden dragen bij in de lasten van het samenleven naar evenredigheid van hun mogelijkheden.

§ 4. Iedere schuld die door een der wettelijk samenwonenden wordt aangegaan ten behoeve van het samenleven en van de kinderen die door hen opgevoed worden, verbindt de andere samenwonende hoofdelijk. Deze is echter niet aansprakelijk voor schulden die, gelet op de bestaansmiddelen van de samenwonenden, buitensporig zijn.

Art. 1478. Elk van de wettelijk samenwonenden behoudt de goederen waarvan hij de eigendom kan bewijzen, de inkomsten uit deze goederen en de opbrengsten uit arbeid.

De goederen waarvan geen van beide wettelijk samenwonenden de eigendom kan bewijzen en de inkomsten daarvan worden geacht in onverdeeldheid te zijn.

Indien de overlevende wettelijk samenwonende een erfgenaam is van de vooroverledene, wordt de in het vorige lid bedoelde onverdeeldheid ten aanzien van de erfgenamen met voorbehouden erfdeel als een schenking beschouwd, behoudens tegenbewijs.

Voorts regelen de samenwonenden hun wettelijke samenwoning naar goeddunken door middel van een overeenkomst, voor zover deze geen beding bevat dat strijdig is met artikel 1477, met de openbare orde of de goede zeden, noch met de regels betreffende het ouderlijk gezag en de voogdij, noch met de regels die de wettelijke orde van de erfopvolging bepalen. Die overeenkomst wordt in authentieke vorm verleden voor de notaris en wordt vermeld in het bevolkingsregister.

Art. 1479. Indien de verstandhouding tussen de wettelijk samenwonenden ernstig verstoord is, beveelt de vrederechter, op verzoek van één van de partijen, de dringende en voorlopige maatregelen betreffende het betrekken van de gemeenschappelijke verblijfplaats, betreffende de persoon en de goederen van de samenwonenden en van de kinderen alsmede betreffende de wettelijke en contractuele verplichtingen van beide samenwonenden.

De vrederechter bepaalt de geldigheidsduur van de maatregelen die hij oplegt. Hoe dan ook vervallen die maatregelen op de dag dat de wettelijke samenwoning, zoals bedoeld in artikel 1476, § 2, zesde lid, wordt beëindigd.

Na de beëindiging van de wettelijke samenwoning en voor zover de vordering binnen drie maanden na die beëindiging is ingesteld, gelast de vrederechter de dringende en voorlopige maatregelen die ingevolge de beëindiging gerechtvaardigd zijn. De vrederechter bepaalt de geldigheidsduur van de maatregelen die hij oplegt. Die geldigheidsduur mag niet langer dan één jaar bedragen.

De vrederechter beschikt overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 1253<sup>ter</sup> tot 1253<sup>octies</sup> van het Gerechtelijk Wetboek. »

Art. 3. Het tweede lid van artikel 911 van het Burgerlijk Wetboek wordt aangevuld met de woorden « of de persoon met wie deze wettelijk samenwoont ».

CHAPITRE III. — *Modifications du Code judiciaire*

**Art. 4.** A l'article 594, 19°, du Code judiciaire, modifié par la loi du 14 juillet 1976, le chiffre « 1479 » est inséré entre le chiffre « 223 » et les mots « et 1421 du Code civil ».

**Art. 5.** L'article 628 du même Code, modifié par les lois du 12 mai 1971, du 30 juin 1971, du 20 juin 1975, du 14 juillet 1976, du 22 décembre 1977, du 24 juillet 1978, du 28 juin 1984, du 7 novembre 1988, du 6 juillet 1989, du 12 juillet 1989, du 19 janvier 1990, du 12 juin 1991, du 13 juin 1991 et du 18 juillet 1991, est complété comme suit :

« 17° le juge de la dernière résidence commune des cohabitants légaux, lorsqu'il s'agit d'une demande visée à l'article 1479 du Code civil. »

**Art. 6.** Le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 novembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
T. VAN PARYS

—————  
Note

(1) *Session ordinaire 1995-1996.*

Chambre des représentants

*Documents parlementaires.* — Proposition de loi du 23 octobre 1995 déposée par MM. Moureaux, Decroly, Lozie et Maingain, n° 170/1.

*Session ordinaire 1997-1998.*

*Documents parlementaires.* — Amendements, n°s 170/2 à 7. — Rapport du 11 mars 1998 de MM. Vandenbossche et Lozie, n° 170/8. — Texte adopté par la commission, n° 170/9. — Amendements, n°s 170/10 à 11. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, n° 170/12.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 18 et 19 mars 1998.

Sénat

*Documents parlementaires.* — Projet transmis par la Chambre des représentants, n° 1-916/1. — Amendements, n°s 1-916/2 à 4. — Rapport du 8 juillet 1998 de Mme Jeanmoye, n° 1-916/5. — Texte adopté par la commission, n° 1-916/6. — Texte amendé par le Sénat et renvoyé à la Chambre des représentants, n° 1916/7.

Décisions de la commission de concertation, n°s 1-82/32 et 34.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 15 et 16 juillet 1998.

Chambre des représentants

*Documents parlementaires.* — Projet amendé par le Sénat, n° 170/13. — Amendement, n° 170/14.

*Session ordinaire 1998-1999.*

*Documents parlementaires.* — Rapport du 23 octobre 1998 de MM. Vandenbossche et Lozie, n° 170/15. — Texte adopté en séance plénière, n° 170/16.

*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 28 et 29 octobre 1998.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen van het Gerechtelijk Wetboek*

**Art. 4.** In artikel 594, 19°, van het Gerechtelijk Wetboek, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1976, wordt tussen het cijfer « 223 » en het woord « en » het cijfer « 1479 » ingevoegd.

**Art. 5.** Artikel 628 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij de wetten van 12 mei 1971, 30 juni 1971, 20 juni 1975, 14 juli 1976, 22 december 1977, 24 juli 1978, 28 juni 1984, 7 november 1988, 6 juli 1989, 12 juli 1989, 19 januari 1990, 12 juni 1991, 13 juni 1991 en 18 juli 1991, wordt aangevuld als volgt :

« 17° de rechter van de laatste gemeenschappelijke verblijfplaats van de wettelijk samenwonenden, wanneer het gaat om een vordering als bedoeld in artikel 1479 van het Burgerlijk Wetboek. »

**Art. 6.** De Koning bepaalt, bij een in Ministerraad overlegd besluit, de datum waarop deze wet in werking treedt.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* van worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 23 november 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
T. VAN PARYS

—————  
Nota

(1) *Gewone zitting 1995-1996.*

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Parlementaire Stukken.* — Wetsvoorstel van 23 oktober 1995 ingediend door de heren Moureaux, Decroly, Lozie en Maingain, nr. 170/1.

*Gewone zitting 1997-1998.*

*Parlementaire Stukken.* — Amendementen, nrs. 170/2 tot 7. — Verslag van 11 maart 1998 van de heren Vandenbossche en Lozie, nr. 170/8. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 170/9. — Amendementen, nrs. 170/10 tot 11. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, nr. 170/12.

*Parlementaire handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 18 en 19 maart 1998.

Senaat

*Parlementaire Stukken.* — Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-916/1. — Amendementen, nrs. 1-916/2 tot 4. — Verslag van 8 juli 1998 van Mevr. Jeanmoye, nr. 1-916/5. — Tekst aangenomen door de commissie, nr. 1-916/6. — Tekst geamendeerd door de Senaat en teruggezonden naar de Kamer van volksvertegenwoordigers, nr. 1-916/7.

Beslissingen van de parlementaire overlegcommissie, nrs. 1-82/32 en 34.

*Parlementaire handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 15 en 16 juli 1998.

Kamer van volksvertegenwoordigers

*Parlementaire Stukken.* — Ontwerp geamendeerd door de Senaat, nr. 170/13. — Amendement, nr. 170/14.

*Gewone zitting 1998-1999.*

*Parlementaire Stukken.* — Verslag van 23 oktober 1998 van de heren Vandenbossche en Lozie, nr. 170/15. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering, nr. 170/16.

*Parlementaire handelingen.* — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 28 en 29 oktober 1998.